

Un regard critique sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde (rapport SOFI)

lundi 9 octobre 2017

À l'aube de la 44ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, FIAN International publie son évaluation du rapport « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017 » (SOFI) et souligne les causes profondes des violations du droit à l'alimentation et à la nutrition.



Alors que le nombre de personnes souffrant de la faim est à la hausse, dont quatre pays en état de famine, nous ne sommes évidemment pas sur le point d'éradiquer la faim, tel qu'avancé ambitieusement par les États membres de l'ONU dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'introduction cette année d'indicateurs importants tels que [le retard de croissance](#), le surpoids et l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire fondée sur les expériences (FIES) dans le format révisé du SOFI est la bienvenue afin de peindre un tableau plus complet. Cependant, le rapport ne traite pas des causes profondes de la faim et de la malnutrition, tel que les modèles dominants de production et le rôle controversé du secteur privé dans l'élaboration des habitudes alimentaires.

L'état actuel de la faim dans le monde n'est pas un phénomène nouveau. Comme l'a fait remarquer l'édition 2017 de l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition intitulé « Vaincre la crise alimentaire », ces crises ne sont pas instantanées, mais plutôt multidimensionnelles, et émergent à la suite de discriminations et d'inégalités structurelles de longue date aux niveaux politique, économique et social. [La crise de 2007/2008 qui a secoué le monde entier ne s'est jamais véritablement résorbée](#) et continue à persister en 2017, comme en témoigne la prévalence de l'insécurité alimentaire grave ainsi que les défis non déclarés auxquels font face des millions de personnes font face pour réaliser leur droit à l'alimentation.

Anciens et nouveaux indicateurs

Le rapport a ajouté à sa liste des indicateurs supplémentaires pour mesurer la sécurité alimentaire mondiale, y compris les trois indicateurs sur la malnutrition infantile des ODD : le retard de croissance, le gaspillage et le surpoids. Malheureusement, ces derniers ne pèsent pas suffisamment dans l'analyse faite par le rapport, et ne sont pas intégrés convenablement à la communication des résultats. Bien que ces indicateurs permettent de réaliser des liens importants avec des domaines clés comme l'éducation et les services de santé, il est nécessaire d'examiner de plus près les obstacles comme par exemple la

domination des systèmes patriarcaux, qui entravent l'accès à la nourriture ou aux ressources naturelles nécessaires pour sa production.

L'échelle FIES a également été un ajout important cette année. Elle a permis une meilleure évaluation, car en se basant sur des entrevues directes avec des personnes adultes pour mesurer la capacité de leur famille d'accéder à la nourriture, l'anxiété liée à l'insécurité alimentaire ainsi que les habitudes au niveau individuel et familial ont été incluses. Cependant, le rapport tend à se concentrer seulement sur l'insécurité alimentaire grave, malgré le fait que les indicateurs pour l'ODD 2 cherchent également à surveiller l'insécurité alimentaire modérée, qui touche les communautés du monde entier, des pays du Sud comme du Nord.

La plupart des systèmes de surveillance de l'insécurité alimentaire reposent en grande partie sur la mesure quantitative de l'apport en calories, les revenus ou les dépenses liées à la nourriture, et la production agricole – en mettant l'accent sur les résultats au niveau individuel et domestique. Dans le cadre du rapport SOFI, la prévalence de la sous-alimentation (PoU) demeure l'indicateur de référence utilisé comme déterminant central de la faim. Or, PoU ne permet de dépeindre un tableau complet de ceux qui souffrent de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes, et n'interagit pas avec les causes profondes de la faim.

Négligence de "l'empreinte commerciale"

Le rapport fait valoir que le nombre croissant de conflits et les chocs climatiques, ainsi que les taux croissants de chômage et la détérioration des filets de protection sociale, sont principalement derrière la hausse de la faim et de la malnutrition. Il ne traite pas de l'influence grandissante à tous les niveaux du secteur privé, y compris dans la production alimentaire et les habitudes de consommation.

Cet oubli peut être illustré dans l'analyse de l'indicateur de surpoids. Bien que cet indicateur soit un ajout important au rapport, en tant qu'une certaine forme de malnutrition, l'accent n'est pas suffisamment mis sur les causes profondes, au-delà des habitudes alimentaires, qui provoquent le surpoids. La surcharge pondérale est le fruit de l'évolution des habitudes induites par la pauvreté. Le rapport SOFI n'aborde pas l'économie politique des systèmes alimentaires industrialisés, l'accaparement des ressources naturelles, l'influence du secteur privé via des campagnes de publicité ou dans les processus politiques.

Une conclusion similaire peut être tirée de l'analyse du nouvel indicateur « allaitement exclusif au sein des enfants de moins de 6 mois ». Bien que son inclusion soit largement saluée, le rapport ne décrit pas la capture par le secteur privé des marchés et de la publicité en tant qu'obstacle à l'allaitement maternel, qui est un composant fondamental de la réalisation du droit à l'alimentation et des droits des femmes.

Le besoin de véritables systèmes de suivi fondés sur les droits humains

Malgré sa méthodologie révisée, SOFI ne prend pas en compte les problématiques de discrimination liées au statut socio-économique, au genre et à l'ethnicité, à la privations des droits, aux structures de propriété et d'accès à la terre, au travail et au capital, ainsi que les évaluations plus qualitatives liées au bien-être et aux capacités humaines. Les personnes affectées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont souvent traitées comme de simples objets de mesure plutôt que comme des sujets qui devraient avoir leur mot à dire sur la définition de ce qui devrait être surveillé et comment. À l'heure actuelle, ni le SOFI ni les ODD n'ont développé d'indicateurs pour mesurer le degré de concentration foncière ou la pollution de l'eau, deux problèmes fondamentaux qui empêchent la réalisation du droit à l'alimentation.

Les mouvements sociaux utilisent de plus en plus les instruments de droits humains, non seulement pour défendre leurs membres victimes d'abus et de violations mais aussi pour développer des politiques publiques et des lois permettant de créer les conditions structurelles à l'exercice des droits sociaux. C'est pourquoi un suivi dans les espaces politiques qui soit fondé sur les droits humains, tel que [le mécanisme de suivi novateur du CSA](#), est fondamental pour donner une voix aux communautés les plus affectées par la faim, ainsi que traiter pleinement [les inégalités structurelles derrière les données](#).

Afin d'obtenir un aperçu complet de l'état de la faim, y compris ses causes profondes, les agences de l'ONU publiant SOFI devraient créer un espace de dialogue politique, où les personnes derrière les données deviennent visibles.

[Lisez ici](#) plus d'informations sur le suivi populaire du droit à l'alimentation.

Pour plus d'informations, veuillez contacter [mattheisen\[at\]fian.org](mailto:mattheisen@fian.org)

Pour des questions relatives aux médias, veuillez contacter [delrey\[at\]fian.org](mailto:delrey@fian.org)